
Quatrième session, trentième Législature

Fourth Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 223
(PRIVÉ)

Loi concernant la cité de Rimouski

Bill No. 223
(PRIVATE)

An Act respecting the city of Rimouski

Première lecture

First reading

M. DÉOM

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1976

Projet de loi n° 223

(PRIVÉ)

Loi concernant la cité de Rimouski

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt de la cité de Rimouski que certains pouvoirs lui soient accordés;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 26 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) est modifié pour la cité de Rimouski:

a) par l'addition, après le sous-paragraphe 6° du paragraphe 1, du sous-paragraphe suivant:

« 7° Acquérir des puits de gravier et de sable à l'extérieur de ses limites et vendre du gravier et du sable en provenant. »;

b) par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

« 3. Le conseil peut pourvoir lui-même ou par l'intermédiaire d'une corporation sans but lucratif à l'organisation et à l'exploitation de centres de loisirs et de lieux publics de sport et de récréation dans un rayon de vingt milles de ses limites. Le conseil peut acquérir tout terrain, servitude et droit nécessaires à l'exercice de ce pouvoir. »

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Bill No. 223

(PRIVATE)

An Act respecting the city of Rimouski

WHEREAS it is in the interest of the city of Rimouski that certain powers be granted to it;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 26 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193) is amended for the city of Rimouski:

(a) by adding after paragraph 6 of subsection 1 the following paragraph:

“(7) Acquire gravel and sand pits outside its limits and sell gravel and sand derived therefrom.”;

(b) by adding at the end the following paragraph:

“(3) The council may, itself or through a non-profit corporation, provide for the organization and operation of recreation centres and public places for sports and amusements within a radius of twenty miles of its limits. The council may acquire any land, servitude and right necessary for the exercise of such power.”

2. This act shall come into force on the day of its sanction.